



NUMÉRO 08 nouvelle série
29 novembre 2020

ÉDITORIAL 1917-1922 : L'expérience d'un tournant global de l'histoire.

1917 : révolution en Russie, devenue, comme on dit alors, le premier état socialiste. 1922 : formation de l'URSS et accession de Staline au secrétariat général du Parti communiste de Russie (bolchevique). Ces cinq années sont à l'origine d'une redéfinition radicale de la place du mouvement ouvrier dans le monde. Mais elles sont aussi les années de la fin de la guerre et de l'entrée dans une nouvelle phase du capitalisme qui survit à la plus forte vague de mobilisations ouvrières qui ait jamais traversé le monde industrialisé.

Ce moment a suscité une littérature très importante. Pourtant, pour le mouvement ouvrier, les choix semblaient simples : la guerre ou la paix, la réforme ou la révolution, voire les revendications ou la prise du pouvoir. Du coup, la littérature militante a longtemps limité son objet aux différences de stratégies. Mais **avec le recul du temps**, nous qui savons que la révolution ne fut pas mondiale et définitive, que la paix ne fut pas durable, et que le capitalisme a changé de forme, **ne devrions-nous pas nous interroger autrement sur ce moment ?** Ce numéro de *Hier et Demain* s'efforcera de donner quelques pistes qui, modestement, sans refaire ou effacer les débats, ni chercher à rendre compte de tout ou à conclure, offrent aux regards des expériences utiles à notre réflexion actuelle.

Premier constat : **les acteurs de l'époque ont tendance à réagir aux événements, plus qu'à agir selon une doctrine.** C'est même vrai pour les partis

DANS CE NUMÉRO :

Éditorial Page 1

1917-1922 : L'expérience d'un tournant global de l'histoire

Actualité et arguments : dossier Page 3

naissance du PC (SFIC) et de la CGTU

- Foisonnement culturel et espérances socialistes
- Année par année
- La journée de huit heures
- 1919-1921 dans le Var
- Les travailleurs des arsenaux

A la Une Page 17

Le TE n° 225 du 1^{er} Mai 1919, Les travailleurs des arsenaux et les Huit heures

A lire et faire connaître Page 19

- Travail et discriminations dans l'après-guerre : un mémoire de master qui nous intéresse
- Et encore une passionnante monographie : Maubeuge

Vie de l'IFHS Page 21

socialistes et le syndicalisme. Les bolchéviques eux-mêmes changent leur programme pour saisir l'opportunité qui s'offre avec la poursuite de la guerre par les gouvernements provisoires.

Mais, pour ne parler que des « vainqueurs », c'est surtout flagrant dans **les attitudes des dirigeants des pays alliés**. L'échec du président américain Wilson à modérer les exigences des européens et surtout des français, lors du congrès de Versailles, ne fait que confirmer leur absence de boussole. Face à l'explosion des Empires centraux et à la proclamation des républiques russe, allemande, hongroise il y avait pourtant un choix majeur : on aurait pu s'attendre à ce que les Alliés unanimes tendent la main à des régimes construits sur la ruine de ceux qui avaient voulu et fait la guerre. Les Etats-Unis, la France, l'Angleterre n'étaient-ils pas les inventeurs de la démocratie contemporaine ? N'était-il pas logique qu'ils se proposent pour aider à son extension ?

Nous qui savons quelle prospérité a suivi le second conflit mondial ne pouvons que mesurer l'aveuglement qui les conduisit à l'inverse à harceler les gouvernements provisoires russes pour qu'il poursuive la guerre, puis à envoyer un corps expéditionnaire contre les communistes, puis le général français Berthelot pour installer de force le dictateur Miklos Horthy à Budapest, et à exiger de la nouvelle Allemagne qu'elle paie seule les réparations de guerre contenues dans un traité qu'elle n'avait pas été admise à négocier, à occuper la Ruhr en 1923... La montée des fascismes allait se nourrir de cet acharnement.

En fait, ces dirigeants n'étaient mus que par un souci : endettés plus que de raison, les états d'Europe avaient vu fondre les patrimoines public et privés. Leurs gouvernants s'accrochaient à un fantasme exprimé plus tard par le ministre des Finances Klotz : « *l'Allemagne paierait* », parce qu'ils avaient toujours considéré qu'ils devaient d'abord protéger la propriété. Ils ne comprirent jamais, sous le Front populaire et définitivement à la Libération on les remplaça.

Ce degré d'aveuglement des dirigeants à un tel moment de bouleversements ne devrait-il pas nous interpeller quand sous nos yeux effarés, les gouvernements s'attachent, tout en annonçant on ne sait quelle transition, à conserver ce qui fit le monde d'hier : le pouvoir des banquiers et des assureurs, des grands créanciers auxquels il faudrait demain se soumettre d'autant plus que la dette sera plus grande ?



l'Huma du 10 novembre 1918. C'est encore un journal socialiste, et Ebert n'est pas encore le « Blut Hund » (chien sanglant) qui fera bientôt massacrer les spartakistes.

Il faut savoir aussi reconnaître l'échec de la révolution internationale après 1917. Seuls les pays vaincus chassent leurs gouvernants, même s'il y a partout des mobilisations intenses. Et surtout, la rupture qui fait passer le mouvement populaire de la révolution démocratique à la révolution socialiste ne se produit qu'en Russie : l'aspiration profonde, celle qui rassemble, c'est la paix, la fin de la boucherie. Ne la faisant pas, le dernier gouvernement provisoire de Russie tombe. Ensuite, ailleurs, en Allemagne, en Hongrie, à plus forte raison en France ou en Italie, le schéma ne fonctionne plus, la paix arrivant rapidement, les gouvernements anti-communistes se soutenant mutuellement.

En l'absence d'objectif unifiant, le mouvement social se fractionne, et pour ce qui est du syndicalisme en France, il voit les « confédérés » réformistes se renforcer en intégrant les procédures de négociations nouvelles, et les « minoritaires » révolutionnaires, qui capitalisent d'abord le rejet de la guerre par la jeune génération, finalement se divisent. Pour que le syndicalisme se rassemble à nouveau, il faudra attendre la montée de la menace fasciste.

Là aussi sans doute il y aurait réflexion : ne sommes-nous pas aujourd'hui confrontés à la double nécessité de répondre par de nouvelles revendications aux transformations du travail, et d'imaginer en même temps une autre société capable de répondre aux urgences écologiques, sociales, égalitaires, qui n'aurait pas de réalité si elle ne s'incarnait pas dans un mot d'ordre rassembleur, comme l'ont été en leur temps la journée de huit heures, la paix, le refus du fascisme ?

Novembre 2020



Bela Kuhn, dirigeant du Parti communiste de Hongrie et du gouvernement des conseils (mars-août 1919)

Actualité et arguments :

Dossier naissance du PCF (SFIC) et de la CGTU

Foisonnement culturel et espérances socialistes

*Ce tableau est intitulé **4 arbres** et souvent commenté comme un simple paysage. Peut-on imaginer qu'un autrichien de 1917 ne voit pas dans ce paysage d'automne (d'octobre ?) le symbole des quatre Empires qui constituent encore l'organisation territoriale de l'Est européen : russe, ottoman, austro-hongrois et allemand ? L'arbre russe est déjà en hivers, les trois autres couverts de feuilles déjà mortes, un monde va disparaître. Selon le point de vue du spectateur, le soleil rouge du fond est un crépuscule ou une aube, voire les deux... un moment où tout est possible, sauf le passé.*



Egon Schiele, Vienne, 1917, Musée E. Schiele

Pendant ces quelques années, les mouvements artistiques et intellectuels ébauchés avant-guerre connaissent une véritable floraison, avec plusieurs centres : Paris, Vienne, Berlin... en Russie, le « commissaire du peuple à l'Instruction » Lounatcharski réussit l'alphabétisation du pays, mais agit aussi comme protecteur et initiateur de multiples avant-gardes qui influenceront jusqu'à nos jours la peinture, l'architecture, la musique (le constructivisme, le suprématisme...). Il permet aussi les démarches militantes (le 'proletkult') qui ouvrent la porte à l'art total (ex : les installations provisoires)... Le monde découvre l'expressionnisme, l'abstraction, le jazz ou la musique minimaliste...

L'émergence de nouvelles façons de voir, entendre, construire et penser est alors un phénomène international. On ne pourra en donner ici que quelques exemples...

*Symbole des liens entre le monde de l'art russe et français, les ballets de **Stravinski**. Ici le dessin de **Picasso** pour le costume de Polichinelle, personnage du ballet « **Pulcinella** », et l'un des tableaux que le peintre en a tiré.*



La tour de l'Internationale

*devait en abriter le siège à Petrograd. C'était le rêve de son concepteur, **Tatline**, un peu disproportionné par rapport aux moyens disponibles ! Symbole du constructivisme, elle est restée à l'état de maquette, d'ailleurs plusieurs fois reproduite.*

*On connaît généralement Wladimir Malevitch, théoriciens du « suprématisme ». Mais que peut-on ajouter à ce magnifique tableau d'**Alexandre Rodtchenko, Rouge Pur** ?*

- Soyons honnête, il exposa en même temps Jaune Pur et Bleu Pur (1921), et se tourna vers un constructivisme « productiviste ».

Max Beckmann édite en 1919 un ensemble de lithographies évoquant la situation politique de l'Allemagne, dont celle-ci, intitulée « **Die Letzte** », « Les derniers », autrement dit les derniers combattants de l'insurrection berlinoise vaincue (K. Liebknecht et R. Luxembourg y laissent la vie). Souvent mêlés, les courants de la « *nouvelle objectivité* » et de l'*expressionnisme* réussissent, en figeant des instants, à en exprimer le sens et la portée pour l'histoire.





Otto Dix est habituellement le peintre de la guerre et de la destruction, d'une Allemagne brisée, d'une société atomisée. Lui aussi exprime par une situation, un instant saisi dans une image, une tension tellement réaliste, tous les enjeux d'une époque ; ce n'est pas un symbole, mais un témoignage.

Un garçon de la classe ouvrière, 1920, Moma.

Année par année

1917 : Révolution russe, révoltes d'ouvriers et de soldats à travers l'Europe.

1918 : Révolution en Allemagne, armistice, grèves et insurrections.

1919 : Révolution hongroise, échec des insurrections allemande (Berlin, Hambourg, Munich), Journée de huit heures, fondation de la IIIe Internationale communiste.

1920 ; Congrès de Tours et scission de la SFIO : naissance du « Parti communiste (Section française de l'Internationale communiste) ».

1921 ; Congrès de Lille : les comités syndicalistes révolutionnaires sont exclus de la CGT.

1922 : Congrès de Saint-Étienne : fondation de la CGT Unitaire adhérente à l'Internationale syndicale rouge.



C'est Clara Zetkin, révolutionnaire allemande, animatrice avant-guerre de la revue féministe *Die Gleichheit* (l'Égalité), qui vient au congrès de 1920, au nom de l'IC, mettre un terme aux tergiversations des dirigeants français.



**Au jour le jour,
1919-1921,**

LE COMMUNISME ET LA CGT-U DANS LE VAR

**La porte de l'arsenal de Toulon
Carte postale**

1919

Dans la foulée de la guerre de 1914-1918 et de la honteuse « Union sacrée » - rassemblement politique réunissant les Français de toutes tendances politiques de droite et de gauche (Section Française de l'Internationale Ouvrière SFIO), religieuses, syndicales (CGT), pour s'inscrire dans le déclenchement de la guerre impérialiste – la victoire de la droite aux élections a lieu en 1919 dans le Var comme dans toute la France.

La guerre a été extrêmement meurtrière dans le Var, très rural à cette époque (mais existaient aussi des foyers industriels importants : arsenal de Toulon, usine des torpilles de Saint-Tropez, bouchonneries, mines de bauxite, mine de cuivre à la Colle noire Carqueiranne-Le Pradet, mine d'antimoine à La Londe, tanneries de Barjols), et de nombreux jeunes soldats de sensibilité socialiste sont revenus du front pacifistes, hostiles à leurs dirigeants, partisans de la révolution russe de 1917.

Il en était de même chez les travailleurs en général. La révolution russe attirait tous les regards vers elle avec beaucoup de sympathie, d'autant plus que tous les gouvernements capitalistes du monde, dont celui de la France, avaient envoyé des armées de terre et de mer contre le peuple russe en révolution contre la féodalité tsariste. Certains militaires ont été engagés en Russie après l'armistice de

novembre 1918, et en reviennent gagnés à la révolution, comme le marin Frédéric Daucros (participe à la mutinerie des marins de la mer noire – arrêté avec 23 marins - deviendra plus tard secrétaire du syndicat des employés du commerce à Hyères et adhère en mars 1921 au parti communiste avec son épouse Célestine), et le fantassin Patrick Bagarry (Aups).

Des sections socialistes se constituent au Beausset, Cuers, Pierrefeu, La Farlède, La Crau, Collobrières. Une prise de conscience politique se reflétait dans les discussions des adhérents au sein de la SFIO, et commençait à germer l'idée d'un ralliement à la IIIe Internationale Communiste (la IIe internationale ayant honteusement sombré dans la collaboration par ses actions aux divers gouvernements des pays en guerre). Parmi eux, le futur « député charron » Charles Gaou à Brignoles (charron passé à la carrosserie automobile – pionnier du communisme dans la région de Brignoles), Espitalier à Villecroze, les jeunes socialistes à La Cadière, à la mine de bauxite de Tourves (où l'entrée d'une galerie porte l'inscription « *quartier soviet* » portée par Maurice Colle).

En 1919, à Toulon, La Seyne, Saint Tropez, dans un contexte de luttes ouvrières, s'affirment des militants syndicaux combattifs, de formation le plus souvent anarcho-syndicaliste, qui admirent la révolution russe,

et sont défenseurs des marins mutins de la mer noire et de la Crimée (mutinerie du 13 au 23 avril due au refus de combattre la révolution russe, incapacité à comprendre le sens de leur présence dans une guerre civile qui ne le concerne pas, dureté de la vie quotidienne, lassitude et volonté de rentrer en France - Cette mutinerie porte un coup décisif à l'intervention militaire française contre les Bolchéviques). C'est parmi ces militants syndicaux que s'affirment les premiers communistes.

En février 2019, des grèves ont lieu dans le Var : tailleurs de pierres toulonnais, entreprise de peinture sous-traitante des chantiers navals de La Seyne (4000 salariés). Le 1^{er} mai 1919 (qui n'est pas encore un jour férié légal) grève générale à l'appel de la CGT, avec 500 000 manifestants à Paris (et 2 morts). Le rassemblement est massif à Toulon, avec plus de 17 000 manifestants – dont 2 000 femmes ; une plateforme revendicative est adoptée et un soutien à la Russie soviétique. La police intervient pour empêcher les orateurs de parler. Le cortège se reforme et arrive place Louis Blanc. Albert Lamarque (Arsenal – ne participera pas à la grève en 1920, opposé aux minoritaires révolutionnaires, exclu du syndicat le 17 décembre 1920, futur sénateur socialiste) harangue une dernière fois les manifestants. 370 salariés seulement sur 8000 entrent à l'arsenal. Le meeting qui suit la manifestation au Casino est présidé par Tambon, du syndicat des coiffeurs. Se suivent les orateurs Baugé (secrétaire de la Bourse du travail), Colin (délégué à la Bourse), Collomp, Beringuier et Obviet (secrétaire du syndicat arsenal) qui soulignent les revendications, et c'est Lamarque qui clôture en constatant la faillite du point de vue économique et politique, la faillite en ce qui concerne les assises de la paix.

Le 1^{er} mai à Saint-Tropez est marqué par l'action des jeunes ouvriers de l'usine des torpilles (non nationalisée et qui deviendra plus tard un établissement industriel de l'État) qui se couchent sur la voie ferrée et « réquisitionnent » la locomotive du train ouvrier vide de travailleurs, raconte Lucien Thomazo, ouvrier de l'usine. Des meetings ont lieu le 3 mai dans les Bourses du travail à Hyères

et Draguignan, le 4 mai dans le cercle de Carnoules (200 participants), dans un café à Saint Tropez (150 participants).

Du 1^{er} au 17 juin a lieu une mutinerie à Toulon sur le cuirassier « **Le Provence** »¹, en solidarité avec les marins mutins de la mer noire arrêtés, passés en conseil de guerre, et qui seront finalement acquittés.

Du 10 juin au 28 juillet a lieu une longue grève pour les salaires aux Forges et



chantiers de la Méditerranée de La Seyne (entreprise devenue beaucoup plus tard la Normed) , grève qui se termine par un échec et le licenciement des « meneurs », avec parmi eux les deux dirigeants syndicaux de sensibilité révolutionnaire Toussaint Orsini (qui se dit « bolchéviste), et Ernest Sabattini (qui s'adresse en italien aux nombreux ouvriers immigrés) et veut constituer un soviet à La Seyne ; il est en relation avec le noyau communiste français de Péricat (syndicaliste révolutionnaire, attaché à l'action de masse et à la grève générale, opposé à la scission de la CGT, partisan de la création du parti communiste).

Le 3 juillet appel CGT à la grève générale pour le 21 juillet. Dans le Var, s'y joignent les syndicats de l'arsenal, des chantiers navals de La Seyne et des cheminots.

1- Cet épisode est raconté en détail sur le site de René Merle, Points de vue et documents... <https://renemerle.com/spip.php?article470>

Le 17 a lieu un meeting au cinéma Fémina de Toulon : Orsini (chantiers navals) déclare : « *il faut être syndicaliste en même temps que révolutionnaire. On nous appelle bolchévistes. Oui, je suis bolchéviste.....je vous expliquerai ce qu'est être bolchéviste.* »

Le 26 octobre 1919 a lieu un grand meeting pour l'amnistie des mutins de juin du cuirassier « Le Provence », jugés en conseil de guerre du 29 septembre au 8 octobre. Le 19 novembre a lieu l'élection législative au scrutin de liste départemental, qui voit la victoire de la droite sur les socialistes, et où apparaît symboliquement une liste « communiste » avec Pierre Arnoux (secrétaire de mairie), Emile Collomp et Marius Durcin (ouvriers de l'Arsenal et dirigeants syndicalistes révolutionnaires), Hippolyte Pignol (ouvrier monteur), Joseph Roussel (ouvrier de l'Arsenal), qui battent Gabriel Fourment, Pierre Renaudel et Pierre Berthon, socialistes.

1920

Dans l'année 1920 des grèves ont lieu dans tout le pays dans les mines, le textile, la métallurgie, les chemins de fer, les banques. Le 13 janvier, la 11ème chambre du tribunal correctionnel ordonne la dissolution de la CGT. La sanction ne sera jamais appliquée.

En février 1920, les minoritaires (révolutionnaires) de la CGT deviennent responsables dans le Var. Les secrétaires de la Bourse du Travail et du syndicat de l'arsenal maritime exercent une influence prépondérante dans la vie syndicale du département. Le 2 février a lieu le congrès de l'Union des syndicats CGT du Var : 5 sièges, outre Flandrin, reviennent aux révolutionnaires, dont deux militants des métallurgistes et des boulangers de Toulon. Orsini est élu au poste de Secrétaire permanent à la place d'Obviet. Il est emprisonné 3 mois après. En avril a lieu une première grève des cheminots dans la société Paris-Lyon-Marseille (PLM) pour la nationalisation des chemins de fer. Quasiment toutes les corporations se mettent en action, mais la direction confédérale de la CGT prend position contre « l'abandon prématuré » du travail et blâme les métallurgistes de la Seine. Les trois centres

principaux du Var, Toulon, Carnoules et Les Arcs sont dans l'action : premier dirigeant Hyppolite Nebout (élu en novembre 1921 à la Commission exécutive de l'Union départementale CGT).

En février a lieu le congrès des socialistes varois, avec un faible courant pour l'adhésion à la IIIe Internationale Communiste : Rey (Arsenal, La Valette) et Fabre (instituteur La Valette). Ce courant gonfle dans l'année, sans devenir majoritaire au congrès fédéral du 19 décembre.

Le 1^{er} mai, grève générale de 24 heures dans le pays à l'appel de la CGT, marquée par 500 000 manifestants à Paris, où on déplore un mort. En 15 jours on compte 1,5 millions de grévistes. Le 22 mai, reprise du travail, après une répression sanglante. Echec de la grève à cause des syndicats « jaunes » et de la mobilisation de la bourgeoisie. Les élèves des grandes écoles assurent le service des transports parisiens. A Toulon le 4 mai Toussaint Flandrin, secrétaire du syndicat CGT de l'arsenal maritime, est arrêté avec deux dirigeants syndicalisés locaux, Toussaint Orsini (chantiers La Seyne) et Hyppolite Nebout (cheminot). Le 5 un groupe de 3 500 salariés de l'arsenal vote la grève (les amis de Lamarque sont réticents). 15 ouvriers sont rayés des contrôles sur 19 membres du conseil d'administration du syndicat. 11 sont révoqués dont Flandrin.

Du 6 au 19 mai, seconde grève des cheminots pour demander la nationalisation des chemins de fer. Des arrestations entraînent un élargissement de la grève à d'autres corporations, dont l'Arsenal, les traminots, etc., du 6 au 8 mai. Les Forges et chantiers, cassés par la répression de 1919, ne bougent pas. Des heurts ont lieu le 7 devant les chantiers entre la police et les grévistes de l'Arsenal appelant à la grève. La grève est brisée le 11 par la condamnation de la direction réformatrice de la CGT et par la répression. Les grèves ne retombent pourtant pas dans le département : coiffeurs, cordonniers de Bargemon, menuisiers de Draguignan, patrons boulangers de la région de Toulon, livre et typographes... Des licenciements ont lieu chez les cheminots, à l'Arsenal, dont les dirigeants

syndicaux Paul Nicolini et Victor Rey, et chez Schneider à La Londe (futur établissement d'État des torpilles). Hyppolite Nebout est licencié et condamné à 4 mois de prison le 23 juillet.

En septembre a lieu une élection partielle au Luc pour le siège de conseiller général, disputé entre deux socialistes. C'est Gabriel Barbaroux (qui se réclame de la IIIe Internationale) qui l'emporte sur le partisan de la IIe internationale. La section socialiste de Carnoules, qui comprend de nombreux cheminots, se prononce pour l'adhésion à la IIIe Internationale Communiste.

Du 17 au 15 décembre a lieu une grève au Dramont à Saint Raphael (carrière d'extraction de porphyre) et aux Bormettes à La Londe (extraction de plomb et de zinc). La grève tourne court, mais il en reste le syndicat des carrières, un des éléments de la Bourse du travail de Saint Raphael. Des grèves se développent aussi en 1920 dans le bassin des mines de bauxite à Brignoles, Tourves, Vins, Le Canet des Maures, avec la création du syndicat des mineurs de bauxite, ainsi qu'à la Société Electro-Métallique de Mazaugues.

En novembre, Marcel Cachin demande au cinéma l'Eden de Toulon que les participants à un meeting se prononcent sur le principe du rattachement à la IIIe Internationale. Du 25 au 30 décembre a lieu à Tours le congrès de la SFIO, qui représente un moment décisif pour la gauche et le paysage politique français. D'importants débats ont lieu : réformisme ou révolution immédiate, adhésion à la IIIe Internationale Communiste ou compromis avec la bourgeoisie de mouvance radicale, liaison avec les syndicats, lutte classe contre classe ou convergence patriotique, opposition à l'impérialisme colonial. 17 militants varois qui participent au congrès votent pour la motion Cachin-Frossard de rattachement à la IIIe Internationale communiste, 17 votent contre.

La résolution votée par la majorité des participants donne naissance à la Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC- Parti communiste – deviendra Parti Communiste Français en 1943)), tandis que les

courants Longuet et Blum conservent l'ancien parti qui garde le nom SFIO. Le nouveau parti se fixe pour but « *la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste* », déclare poursuivre « *la réalisation des réformes immédiates* » mais ne pas être pour autant « *un parti de réforme, mais un parti de lutte des classes et de révolution* ».

1921

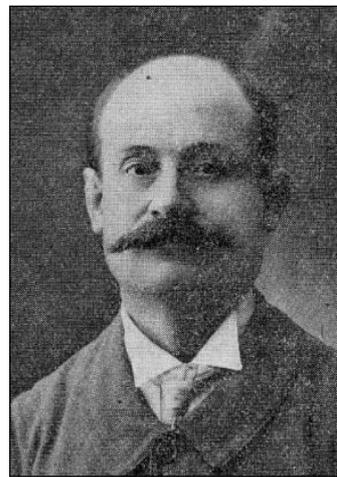
En janvier 1921, le journal « *Le Var* » (catholique) sous le titre « *L'action Sociale des Catholiques* » publie un article qui indique : « *Ouvriers et travailleurs, mes frères, comprenez que l'église catholique est votre meilleur ami, au lieu de vous livrer pieds et poings liés à la CGT, qui est une machine politique qui encourage vos revendications pour vous porter à la révolte* ». Les sections socialistes de La Cadière, La Seyne, Toulon, Saint Tropez, se transforment en sections de la Section Française de l'Internationale Communiste.

Au Congrès de la CGT à Lille en juillet 1921, la tension est très forte entre les deux tendances qui s'opposent, la scission est évitée entre majoritaires (réformistes) et minoritaires (révolutionnaires) qui sont au coude à coude. Pour coordonner leur action, les minoritaires, en passe de devenir majoritaires, avaient créé fin 1920 des comités syndicalistes révolutionnaires (CSR), qui gagnent peu à peu des milliers de militants et des Fédérations entières, comme les cheminots ou les métallos. Au Comité Confédéral National de la CGT de septembre qui suit, la majorité réformiste emmenée par Léon Jouhaux propose un compromis : une dissolution des Comités syndicalistes révolutionnaires contre une démission des dirigeants majoritaires. Les minoritaires représentés par Monmousseau, avec lesquels les minoritaires varois, refusent le compromis. Deux motions s'affrontent : celle des majoritaires qui interdit la double appartenance aux CSR et à la CGT, et celle des minoritaires qui sont pour. Les majoritaires vont dès lors mener une politique délibérée d'obstruction à l'activité syndicale des minoritaires. L'exclusion des minoritaires est

mise à l'ordre du jour, ils la refusent. La division est consommée en décembre et les syndicats révolutionnaires exclus de la CGT se réunissent pour former la CGTU (unitaire). Un bureau provisoire est élu en décembre 1921, avec trois membres de tendance anarchiste : Paul Cadeau, Labrousse et Pierre Totti. Au 1^{er} congrès de 1922 de la nouvelle confédération, où existent plusieurs tendances, tenu à la Bourse du travail de Saint-Étienne du 24 juin au 2 juillet, cette direction est désavouée et doit céder la place à une coalition qui rassemble des syndicalistes se rapprochant de la Section Française de l'Internationale Communiste, sans y adhérer inconditionnellement, tandis qu'est constituée la Confédération générale du Travail unitaire qui décide de rallier l'Internationale syndicaliste rouge (ISR). Les principaux points d'ancrage de la CGTU étaient, lors de sa création, les chemins de fer, la métallurgie, le textile, le bâtiment, les services publics et l'éclairage, le sous-sol.

Du 25 au 31 décembre 1921 a lieu à Marseille le 1^{er} congrès national du nouveau Parti communiste. Ludovic-Oscard Frossard est élu secrétaire général. Marius Mari (ancien secrétaire de la section SFIO de La Cadière – adhère à la SFIC le 7 janvier 1921) constitue avec Arthur Jansoulin, Victor Etienne et Hubert Vercellino la 1^{ère} cellule du parti communiste de La Cadière. Parmi les premiers adhérents au Parti communiste dans le Var, dès 1921, Auguste Berthon (Arsenal) et Perrin tous deux délégués au congrès de Tours, Joseph Colombon, secrétaire syndicat métaux à La Seyne, Pierre Boulineau (cheminot) à Carnoules, François Creps (artisan en cycles) à La Seyne, Célestine et Frédéric Daucros (ouvrier agricole à Hyères), Jules Dor (monteur en téléphone) à Hyères, Espitalier à Aups et Salernes, Baptistin Etienne (métayer) à La Cadière, Victor Etienne (ouvrier agricole) à La Cadière, Toussaint Flandrin à Toulon, Charles Gaou (artisan charron) à Brignoles, Marius Jansoulin (maçon) à La Cadière, Marius Magne (fermier) à Saint Maximin et Nans les pins, Mari à Toulon, Paul Nicolini (électricien) à Toulon, Germain Olivier (ouvrier des PTT) à Draguignan, Toussaint Orsini (FCM) à La Seyne, Lucien Thomazo (usine torpilles) à Saint Tropez, Paul Viort (arsenal) à Toulon, Maurice Colle

(cheminot) à Carnoules, Patrick Bagarry à Aups, Pierre Arnoux, Marius Dourcin (Arsenal), Hypollite Pignol (Arsenal) Toulon, Joseph Roussel (Arsenal), Hypolite Nebout (cheminot), Jacques Sadoul (Saint Tropez), Marius Mari (La Cadière). Les premiers dirigeants de la Fédération du Var du parti communiste sont Joseph Colombon (La Seyne), Pierre Boulineau (Carnoules), François Creps (La Seyne), Marius et Célestine Daucros (Hyères), Jules Dor (Hyères), Baptistin Etienne (La Cadière), Arthur Jansoulin (La Cadière), Marius Magne (Saint Maximin), Marius Mari (La Cadière), Paul Nicolini (Toulon), Germain Ollivier (Draguignan), Lucien Thomazo (Saint Tropez), Paul Viort (Toulon), Jacques Sadoul (Saint Tropez).



Auguste Berthon (1860-1933) DBMOF

De nombreux adhérents du Parti communiste occupaient déjà des responsabilités à la CGT avant la scission et la création de la CGT-U. Plusieurs poursuivront ces responsabilités dans des syndicats et à la direction de l'Union départementale *.

Claude BOUY

*Les informations ayant permis cet article sont tirées de rapports de police conservés aux Archives municipales de Toulon, et de deux livres : **Jacques Girault**, *Le Var rouge, les Varois et le socialisme de la fin de la Première guerre mondiale au milieu des années 1930*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1995 et **Association Mémoire vivante des communistes du Var**, *J'écris ton nom Liberté, 80 ans de luttes du Parti communiste français dans le Var*, La Valette-du-Var, 2005. Le « Maitron en ligne » et plusieurs sites et blogs auront été aussi utiles.

La journée de 8 heures

victoire ouvrière et passage d'un univers syndical à un autre

Huit heures de travail, huit heures de loisirs, huit heures de sommeil : c'est incontestablement la revendication qui unifie les ouvriers combattifs de la planète avant et après la Grande Guerre. Le 1^{er} Mai est la journée internationale de lutte, le jour où l'on croise les bras passée la huitième heure, en pratique un jour de grève et de manifestations, souvent brutalement réprimées. Le mouvement ouvrier mondial s'est largement construit autour de cet objectif réaffirmé en 1889 par le congrès de fondation de la Seconde internationale socialiste, même si des syndicats moins anarchisants ¹ tentaient plutôt de négocier la « *semaine anglaise* » (samedi après-midi chômé). Le 1^{er} Mai 1906 la CGT, exprimant la colère montante de la classe ouvrière, notamment après la catastrophe de la compagnie des mines de Courrières, prenait l'initiative de la première grève généralisée qu'ait connue le pays pour imposer les huit heures.

En 1919, sous la pression d'une vague de mobilisations et de révolutions ouvrières traversant l'Europe et le monde, enthousiasmée par l'exemple des bolcheviques russes qui impulsent une nouvelle internationale, les gouvernements de nombreux états instituent la journée de huit heures. La toute première convention de l'Organisation Internationale du Travail créée cette même année fixe d'ailleurs cette limite : huit heures par jour, quarante-huit heures par semaines. En France, le gouvernement Clemenceau fait voter la loi du 23 avril, juste à temps pour tenter d'apaiser un 1^{er} Mai qui s'annonçait –et fut quand même– particulièrement chaud. A contrecœur certes, le patronat ne s'y oppose pas, craignant de perdre plus en l'absence de concessions. Nul doute donc : c'est une conquête sociale, une victoire ouvrière. Elle touche à l'essentiel des rapports de production, réduisant la durée de la soumission de l'ouvrier au pouvoir patronal, que l'enfermement dans les usines modernes rendait quasi-totale. Les loisirs sont d'ailleurs

prévus : les bourses du travail ou les maisons du peuple ont de longue date ouvert des cours, des salles de spectacle, des bibliothèques... Les « *huit heures* » ont un contenu de contestation radicale du capitalisme dans tous ses aspects, elles sont la révolution...



L'Huma du 2 mai 1919

Et pourtant...

Les initiateurs du texte ont une conception bien différente de celle des syndicalistes. Un premier projet est déposé après-guerre par Albert Thomas. Celui-ci a été durant le conflit le fondateur et le titulaire jusqu'en 1917 du ministère de l'Armement. La presse l'avait baptisé « *le Joffre de nos usines* », il était le grand organisateur de la mobilisation industrielle. Responsable de l'affectation de la main d'œuvre il s'appuyait notamment sur le « *Service ouvrier* », composé de contrôleurs, pour beaucoup des inspecteurs du travail militarisés et galonnés pour la durée du conflit, dont l'action allait de fait bien au-delà d'un simple contrôle. Ils étaient en première ligne lors des grèves qui se multipliaient dès fin 1916 face à la vie chère, et indirectement face au risque, pour les soldats affectés en usine, d'être envoyés ou renvoyés au front. Leurs rapports témoignent d'un effort constant pour augmenter les rendements, ce qui passe par une modernisation et une rationalisation des méthodes, s'inspirant du « *système Taylor* », mais sans le copier : les mesures d'incitation par les systèmes de boni ², la prise en compte de la fatigue ouvrière et donc la diminution des temps de présence, l'adaptation des postes aux femmes, que l'on veut ménager pour préserver

leur fonction de reproductrices, renvoient à la démarche des ingénieurs d'armement élaborée avant la guerre : inciter, convaincre plutôt que contraindre et réprimer, pour éviter la généralisation de la protestation. Pour assurer la durée de l'effort, le contrôle impulse la mise en place de commissions mixtes par région, fixant des niveaux de rémunération s'imposant aux employeurs.

Ces méthodes sont considérées comme un élément clé de la modernisation industrielle du pays par la rationalisation, non seulement par Albert Thomas mais aussi par la droite du parti socialiste, les socialistes indépendants, et de nombreux hauts fonctionnaires gravitant autour du ministère du Travail : André Fontaine, directeur du Travail, François Simiand, économiste théoricien de l'économie organisée... Ces hommes s'investissent dans le débat sur les huit heures, et sont la cheville ouvrière de la commission mixte finalement chargée de négocier le texte soumis par le gouvernement aux parlementaires.

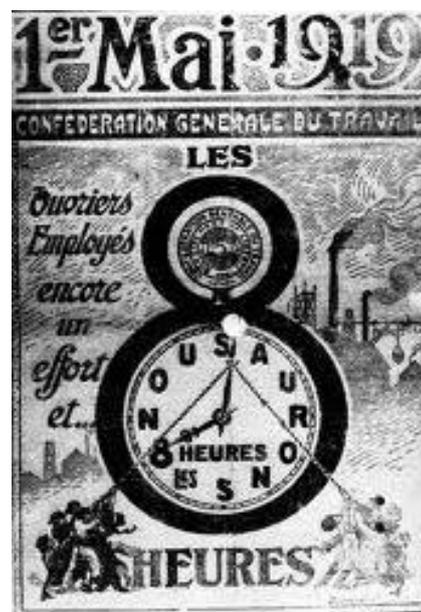
Ce texte aura de ce fait des limites : les huit heures sont une moyenne, des dérogations sont possibles... Des Règlements d'Administration Publique organisent par branche la mise en œuvre concrète de la mesure de principe ; décidés par le gouvernement, ils doivent d'abord être négociés entre patrons et syndicats ouvriers. C'est un énorme cadeau au courant réformiste du syndicalisme.

Concrètement, la loi ouvrant le processus d'une réduction négociée du temps de travail, prolongée par le calcul hebdomadaire des 40 heures en 1936, aura **libéré un temps précieux dans la vie des salarié(e)s, mais pas détruit le rapport salarial**, ni même supprimé le travail de nuit comme l'espéraient les proches de Thomas. Les huit heures devaient être aussi l'occasion d'imaginer les « 3x8 », trois équipes permettant de faire tourner les machines en feux continus, avec des cadences poussées à la limite humainement supportable... ou pas !³

Les conséquences de cette victoire internationale des travailleurs et de ses

ambiguïtés n'ont pas souvent fait l'objet d'une réflexion, tant l'époque est dominée par l'affrontement entre réforme et révolution, électoralisme ou préparation de l'insurrection. Elles ne sont pourtant pas négligeables.

D'abord, **les anciens dirigeants syndicalistes n'ont plus de revendication sur laquelle se compter ni même se rassembler**. C'est leur identité même qui est amputée. En France, les syndicalistes révolutionnaires, anarchistes ou socialistes proches d'Edouard Vaillant (décédé en 1916), avaient réussi à se relever du séisme de 1914 et à impulser de nombreux mouvements, plus ou moins pacifistes, voire défaitistes, mais toujours objectivement en contradiction avec la politique de ralliement à l'Union sacrée menée par la majorité de la CGT. Bien présents encore dans les grèves de l'immédiat après-guerre, ils n'allaient pourtant pas en tirer profit : la nouvelle génération d'ouvriers combattifs, aux convictions souvent forgées dans les tranchées, se reconnaissait dans le parti communiste, faisant fi de l'indépendance syndicale tant exigée par leurs anciens ; ce serait le sens du débat au sein de la CGTU sur les directives de l'Internationale syndicale rouge. La tâche de l'heure était directement politique, ce n'était pas une « *révolution économique* » comme la voulaient les anarchistes qui décrivaient ainsi une destruction de l'Etat par les travailleurs eux-mêmes, par la grève générale. C'était une prise du pouvoir.



Ensuite, **les modalités de la loi ouvrent grande la porte à une pratique de négociation permanente entre syndicalisme, patronat et gouvernement.** Les révolutionnaires de la CGTU, puis de la CGT, devenus bien plus représentatifs et puissants qu'avant-guerre, n'en seront pas moins contraints de s'intégrer dans ces pratiques de négociations paritaires (on disait « mixtes », qui n'avaient connu avant 1914 que quelques prémices avec les premières conventions collectives (les mineurs notamment) et les premiers statuts (les travailleurs de l'Etat). A leurs propres yeux, ils étaient dans une contradiction permanente, les manœuvres lors des premières élections de commissions dans les arsenaux le montrent sans détours. A l'échelle de toute la classe ouvrière, l'accord Matignon de 1936, signé par la CGT réunifiée, entérinait cette nouvelle pratique, ce que Jouhaux appelait une politique de « *présence* ».

Enfin la question de l'enfermement dans les usines demeurait pendante et

désormais synonyme de soumission aux règles du taylorisme le plus brutal. Les revendications allaient se concentrer pour un siècle, outre les salaires, sur la reconnaissance des qualifications, le refus des chronométrages et des cadences, l'exigence d'un temps libre plus long (congés, temps hebdomadaire...). Tout en restant radicale, en conflit permanent avec le capitalisme même, la classe ouvrière lutterait en toute conscience pour des améliorations progressives de la condition salariale, que la prospérité du système rendrait possible après la seconde guerre, jusqu'à l'éclatement du modèle au milieu des années 1970.

D'une certaine manière, **l'institutionnalisation du syndicalisme** critiquée par Stéphane Sirot commence là, paradoxalement juste avant que les « majoritaires », délibérément réformistes, ne perdent, une guerre plus tard (vingt-cinq ans seulement), la majorité dans la CGT.

Novembre 2020, PM.



Ce que nous avons vécu avec les 35 heures, illusions comprises, était-il si différent ?

1- Des syndicats de la CGT des arsenaux de Terre avaient ainsi obtenu de pouvoir expérimenter la semaine anglaise... la guerre interrompt la négociation qui aurait pu la généraliser. En 1917, les midinettes en grève réclament aussi la semaine anglaise

2- Formes diverses de primes de rendement. Dès avant-guerre, les ouvriers d'Etat étaient rémunérés « *au devis* », leur permettant d'augmenter significativement leur gain par l'amélioration des rendements ; le devis de chaque pièce était négocié par une commission mixte (=associant les syndicats) pour la partie concernant la rémunération du travail, mais il incluait toutes les composantes du coût d'une pièce et son évolution avec le nombre et la durée de la série. On estimait que l'ouvrier habile et rapide pouvait accroître son salaire d'environ un quart.

3- **Michel COINTEPAS**, « Il y a 80 ans, "la journée de 8 heures" », *Études et documents pour servir à l'histoire de l'administration du Travail*, n° 4, septembre 2000, Archives de l'Union des industries métallurgiques et minières, texte en ligne, et cité par **Patrick FRIDENSON, Bénédicte REYNAUD**, *La France et le temps de travail (1814-2004)*, Odile Jacob, Paris, 2004.

Les travailleurs des arsenaux entre 1917 et 1922 au cœur de la classe ouvrière

Les travailleurs de l'Etat sont évidemment au centre de la guerre totale. Ils n'y sont pas seuls : beaucoup sont mobilisés et vont au front, contrairement à ce que l'on avait parfois cru, mais dans les arsenaux arrivent par milliers des mobilisés affectés spéciaux en usine, des femmes, des étrangers... et de multiples ateliers et entreprises civiles travaillant pour le ministère de la Guerre sont placés sous contrôle militaire. L'ensemble est soumis aux règles du ministre de l'Armement, Albert Thomas, puis Louis Loucheur qui devient fin 1918 ministre de la Reconstitution industrielle.

Trois caractéristiques dégagent une spécificité des ouvriers des divers arsenaux d'Etat : ils participent activement aux grèves de 1917-1918 et 1919, ils basculent au cours de la guerre du côté de la minorité de la CGT tout en prenant acte de l'expérience du ministère de l'Armement de Thomas, ils contribuent fortement au lendemain à reconstruire un univers ouvrier structuré autour de bastions militants.

Une participation active aux trois étapes des grèves (1917-1920)

Les premiers mouvements contre la vie chère éclatent chez Panhard à Paris fin 1916, à l'initiative des munitionnettes de cette usine reconvertie dans les obus. Dès février 1917 l'agitation commence dans les arsenaux, et elle progresse... comme une traînée de poudre. L'ouvrage récent que les destinataires de *H et D* connaissent bien rend compte de cette première phase, notamment de l'action des ouvrières et ouvriers de Tarbes et Pau au printemps, tandis qu'à Paris les « midinettes » entrent en action. Grèves et manifestations conte la vie chère, mais d'où les mots d'ordres de type « *rendez-nous nos poilus* » ne sont pas absents. Le site des études Sorguaises, sous la

plume d'Alain Sicard, montre bien le schéma qui se met en place dans un établissement créé en 1915. L'agitation est perceptible au printemps 1917, mais l'élection en juillet d'un affecté spécial comme délégué d'atelier fait espérer aux autorités une attitude modérée : c'est tout de même un militaire. En fait, il s'agit d'un métallurgiste de la région parisienne, et il entreprend la construction d'un syndicat, répondant à l'appel de la fédération CGT des Poudres, tandis que se déroule sourdement dans les ateliers ce que les rapports de police appellent une « *grève du zèle* ». Ainsi se construit même là où ne s'y attendait pas un rapport de forces à la mesure de l'imposant complexe ouvrier de l'Armement.

Ces conflits ont raison de l'Union sacrée en septembre 1917, ouvrant des interrogations sur les intentions des nouveaux gouvernants, notamment sur l'application de la loi Mourier votée en août pour « récupérer » des affectés spéciaux pour le front. Cette inquiétude est à l'origine début 1918 des mouvements dans la Loire, puis au printemps dans le Cher, décrits dans l'ouvrage évoqué ci-dessus. C'est la seconde vague, réprimée par des renvois au front, des réaffectations et une surveillance renforcée. Ce n'est cependant pas la seule réponse du pouvoir, les commissions mixtes fixant les salaires se mettent en place malgré la résistance des patrons des ateliers privés.

Enfin, tandis que dans les arsenaux terrestres les forces se reconstituent plus ou moins, une dernière phase commence avec l'armistice du 11 novembre, qui ne met pas fin à la guerre pour tout le monde : l'intervention alliée contre la révolution russe conserve sous les drapeaux des poilus ravitaillés et parfois transportés par la mer. Ce sont donc les arsenaux portuaires qui sont au contact de cette problématique, mêlée dans les débats

syndicaux à la poursuite de l'action contre la vie chère. C'est alors que des mobilisations s'ébauchent à Cherbourg, Brest, Toulon. A Cherbourg, les archives mentionnent cinq cents abonnés au journal antimilitariste de Pierre Brizon et Marcelle Capy, *La Vague*, et à Toulon, la défense des marins révoltés sur le Provençe s'ajoute à celle des « *mutins de la Mer noire* » (Voir l'article de Claude Bouy). Enfin, dès novembre 1918 et toute l'année 1919 les ouvrières massivement licenciées résistent en pétitionnant, en manifestant, etc...

Un basculement du côté de la minorité de la CGT, mais une rupture peut-être moins franche que les explications qu'elle provoque !

C'est essentiellement dans la fédération des personnels civils des arsenaux de Terre que l'affaire se joue. A Bourges, à Tarbes, à Puteaux, des militants de tradition syndicaliste révolutionnaire, vaillantistes ou anarchistes se retrouvent finalement au côté de leurs camarades de la métallurgie, dont la fédération s'oppose longtemps à l'Union sacrée. Les syndicats des établissements militaires, d'abord favorables à celle-ci, manifestent explicitement au printemps 1918 leur adhésion nouvelle aux thèses minoritaires par leurs votes, notamment sur la grève du 1^{er} Mai. Dans les poudreries, dont le nombre a doublé dans la guerre, la mise en mouvement de jeunes syndicats fait monter la pression au lendemain de l'échec du printemps 1918 : la fédération en sort plus combative qu'avant-guerre.

On ne connaît toutefois pas bien l'attitude précise de chacune des fédérations d'avant-guerre dans la scission de la CGT au congrès de Lille en décembre 1921. Les « confédérés » (réformistes proches de Jouhaux et favorables à l'adhésion à la fédération syndicale mondiale - FSI), continuent à animer ce qu'il reste de l'Union fédérative. L'Union rebaptisée « *fédération* », adopte en 1920 un fonctionnement censé correspondre à l'objectif d'unification des

statuts des ouvriers de l'Etat : chaque ancienne fédération devient une section de la nouvelle. Ce mode de fonctionnement est conservé au congrès du 8 janvier 1922 de la nouvelle *Fédération des travailleurs de l'Etat de France et des colonies*, adhérente à la confédération CGT et à la FSI, qui conserve le journal *Le Travailleur de l'Etat*. Cela rend la scission difficile techniquement : les anciennes fédérations doivent en quelque sorte se reconstituer pour faire valoir une majorité dans leurs champs respectifs, et le risque existe que seuls les partisans de la CGTU se déplacent, donnant des majorités en trompe l'œil.

Le congrès de Saint-Étienne de la Fédération de la Guerre vote par 5 000 voix contre 520 l'adhésion à la CGTU et le 22 mars 1922 sont déposés les statuts de la *Fédération unitaire des établissements militaires*, qui édite *La Tribune fédérale* en partenariat avec les autres fédérations unitaires des travailleurs de l'Etat. La carte d'adhérent est la même pour ces diverses fédérations. Un cartel unitaire des services publics est en même temps constitué pour tenter de maintenir des ponts avec la Fédération des fonctionnaires qui a choisi l'autonomie. Les syndicats « majoritaires » marginalisés au congrès de 1922 restent à la nouvelle fédération, ce qui ne veut pas dire qu'aucun adhérent ne rejoigne les confédérés. La Fédération unitaire des établissements militaires adhère donc à la CGTU et à l'Internationale syndicale Rouge (ISR), mais rejoint au sein de celle-ci la fédération des métaux, y retrouvant les ouvriers des arsenaux d'autres pays.

Nous avons la trace de la formation de la *Fédération nationale CGTU Marine-État* à travers des comptes-rendus de congrès à Paris en janvier, puis en mars 1922 où est décidé la formation de l'organisation, qui tient son deuxième congrès à Paris encore en juillet 1923. Après avoir tenté de préserver l'unité avec la CGT, elle adhère finalement à la CGTU, mais cela va demander de gros efforts de conviction comme en témoigne la biographie de Toussaint Flandrin. En mars 1922 le premier

congrès transfère le siège de Toulon à Brest, ayant élu le Brestois Théophile Kerdraon au poste de secrétaire général. Il semble qu'au moins un numéro d'un journal ait été édité en janvier 1922 : *Le Travailleur de la Marine*, « organe de la Fédération unitaire de la Marine Etat ». La parution de l'ancien organe fédéral, *L'Emancipateur*, avait cessé en 1919. Merci au lecteur qui nous en dira plus.

La *Fédération ouvrière des Poudreries et Raffineries de France* se maintient jusqu'en 1929 sans que l'on sache ce qui se passe exactement à cette date. En tout cas, son dirigeant historique, Antonin Larroque, quitte le secrétariat en 1919 et se consacre désormais à ses fonctions de maire SFIO de Saint-Médard-en-Jalles. Comme nous avons trace de désaccords du syndicat de la poudrerie avec ce maire, on peut supposer que la fédération est au moins proche de la CGTU.

Au cours des dernières semaines de l'année 1922, des contacts s'établissent entre syndicats unitaires (CGT.U) pour examiner les conditions de possibles actions et d'étudier les modalités de liaisons régulières. Un Congrès est envisagé pour définir les rapports entre organisations Unitaires. Des tentatives d'actions communes sont avancées en direction des organisations de la CGT « Confédérée », le plus souvent sans suite. En décembre 1922, une réunion des fédérations Unitaires de travailleurs de l'Etat, Etablissements militaires, Magasins Administratifs, Marine, Poudreries, Monnaies et Médailles, Tabacs et Allumettes, Arts et Métiers... avance l'idée d'un Cartel des Ouvriers de l'Etat constitué début 1923. L'une de ses premières revendications est de réclamer une prime de vie chère correspondant à l'augmentation du coût de la vie, revendication que refuse le ministre.

Même si les invectives fusent, la CGTU conserve ici des positions proches de la fédération « confédérée » : la défense du statut et la recherche d'une unification, le soutien au projet de loi d'Albert Thomas visant

à transformer les arsenaux en offices nationaux... L'on trouve quelques exemples surprenants, comme celui de Châtelleraut où le syndicat reste uni et impulse une structure intersyndicale. On remarquera aussi que des syndicalistes révolutionnaires resteront longtemps au sein d'une CGTU de plus en plus dominée par les communistes : en témoignent leur large présence à Toulon et les vaines hésitations de Flandrin sur l'indépendance syndicale, ou le débat qui n'éclatera à Tulle que dans les années trente sur le même sujet.

Un pilier des bastions ouvriers, majoritairement communistes mais pas exclusivement.

Les années vingt sont aussi des années de prospérité pour les affaires et les partis de droite et d'extrême droite et la classe ouvrière est rejetée de la vie publique alors même qu'elle subit dans la croissance le poids de la dette et de la rationalisation de l'industrie. Les organisations ouvrières le vivent mal : les réformistes confortés par l'expérience économique de l'Union Sacrée n'en tirent en pratique nul bénéfice, les révolutionnaires finalement arrêtés dans leur élan vivent l'amertume des combats perdus et sont stipendiés comme le sont les vaincus, alors même qu'on ne parle en France que de victoire. De plus, le sentiment que rien ne sera plus comme avant, que la guerre est irréparable, mine toutes les consciences.

Dans ce contexte, se structurent des sociétés ouvrières de proximité, à l'échelle des localités industrielles, communes ou cités, voire quartier des usines ou à l'inverse district regroupant quelques communes ; ce sont des bastions tenus par de véritables contre-sociétés. C'est alors qu'émerge ce qu'on appellera la « banlieue rouge » ou « ceinture rouge » de Paris. Les travailleurs de l'Etat, tout particulièrement ceux des professions ouvrières, à l'instar des autres métallos, fournissent de très nombreux cadres à ces municipalités et associations locales ainsi qu'aux cercles de la Jeunesse communiste. On

peut même repérer des fratries (Les Thévenoux à Roanne, les Cherrier à Bourges) et des « dynasties ouvrières », ce que des sociologues de la fin du XXe siècle ont pu appeler des « koinè » (clan familial). C'est une nouveauté à cette échelle: jusqu'ici les armuriers n'avaient que marginalement échappé à leur réputation d'ouvriers privilégiés (on parlait du « pas de l'arsenal »), différents...

Nous avons déjà décrit à plusieurs reprises le bastion communiste de Bourges. L'article de Claude Bouy décrit bien celui de Toulon, à la fois syndicaliste et politique. Car la nouvelle génération militante ne partage pas les préventions antiparlementaires de ses aînés : au sortir des tranchées, la question politique prime dans les choix intellectuels, et la grève générale « économique » censée selon les anarchistes emporter le capitalisme n'est plus guère crédible à l'aune du bolchevisme : la Russie a posé la bonne question !

Les fortes solidarités du bastion permettent d'ailleurs l'errance pendant ces années de quelques militants nomades, souvent licenciés et toujours à l'action, comme Kerdraon, qui ne quitte pas son syndicat malgré ses fréquentes révocations toujours annulées,

Venise Gosnat qui changera pour finir de forteresse (de Bourges à Ivry), Charles Tillon...

Toujours sinon homogènes du moins hégémonisés politiquement, la plupart des bastions concernés sont communistes. Il s'en trouve pourtant de socialistes, très marqués à gauche cependant : Saint-Médard-en-Jalles semble bien en être un ; Puteaux, avec son maire, député puis sénateur Lucien Voilin, avant-guerre ouvrier à l'arsenal, adhérent à la CGT et au parti socialiste, de tendance vaillantiste. Elu, il est le maître d'œuvre du dernier groupe parlementaire des Travailleurs de l'Etat. En guerre, il rédige avec Mistral la loi qui soumet les ateliers privés au contrôle militaire. Après-guerre on le retrouve candidat communiste, puis socialiste mais avec le soutien d'une gauche ouvrière unie... Peut-être sa fidélité à la franc maçonnerie lui interdit elle l'adhésion au parti communiste...

Les ouvriers des arsenaux d'Etat étaient depuis bien longtemps au cœur de la « grande » histoire. Avec la Grande guerre, il semble bien qu'ils aient gagné le cœur des masses ouvrières.

- Cet article (dont on excusera la longueur !) est une tentative de synthétiser et d'enrichir les recherches déjà publiées dans l'ouvrage *Hommes et femmes dans les usines d'Armement (1914-1919)*, [IFHS-TE/SHD 2019], dans *Les Armuriers de l'Etat...* [Septentio 2007] et dans la brochure de l'IFHS de 2012 *Itinéraires d'une profession particulière...*

A la Une

Le TE du 1^{er}
Mai 1919

Voir page suivante



« Monsieur le Président du Conseil,

« J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance une audience pour une délégation du Conseil Central de l'*Union Fédérative des Travailleurs de l'Etat* chargée de vous prier de bien vouloir décider sans plus tarder que la durée du travail dans l'ensemble des établissements industriels de l'Etat sera uniformément de 48 heures par semaine.

« Actuellement il en est ainsi pour les travailleurs des arsenaux ressortissant au Ministère de la Marine et pour les travailleurs des Postes. Les autres travailleurs de l'Etat font 49 heures de travail par semaine.

« Nous n'ignorons pas, Monsieur le Président du Conseil que votre gouvernement est disposé à accorder la journée de 8 heures très prochainement aux ouvriers et employés de notre pays et que vous pourriez nous objecter que la réforme se fera pour les travailleurs de l'Etat en même temps que pour tous ceux de l'industrie.

« Si c'était là votre pensée, nous prendrions la liberté de vous faire respectueusement remarquer que si le principe de la journée de 8 heures est le même pour le prolétariat de l'Etat et celui de l'industrie, il y a cependant des situations de fait qui rendent les solutions plus ou moins faciles.

« Alors qu'il s'agit pour les travailleurs de l'industrie d'une réforme de tout premier ordre, portant sur une réduction de 12 heures par semaine, il ne s'agit pour les travailleurs de l'Etat, ou plus exactement pour une partie d'entre eux, que d'une réduction d'une heure seulement. C'est plutôt en ce qui les concerne, une régularisation de situation qu'une réforme au sens réel du mot.

« Or, nous croyons savoir que dans l'industrie, nombreux déjà sont les patrons qui, sans attendre le vote de la loi, ont, après entente avec leurs ouvriers, décidé d'appliquer immédiatement la journée de 8 heures

Deux extraits du numéro de mai 1919 du *Travailleur de l'Etat*. L'Union fédérative existe encore, et l'éditorial est encore signé Gervaise. Il cite in extenso une demande d'entrevue auprès du ministre, notamment à propos de **la journée de 8 heures** : dans les arsenaux, on en fait 49 ; on demande donc à en faire 48. Mais on ne lâche pas la perspective de la « semaine anglaise : 48, ce peut être 5x9 + 3 le samedi matin ! Sans cela la réforme serait presque désavantageuse pour les travailleurs de l'Etat !

Le journal rend compte aussi, avec modération de l'ambiance : les ordres du jour réclamant **un 1^{er} Mai chômé, autrement dit la grève**, se multiplient, ainsi que les protestations contre l'acquiescement de l'assassin de Jaurès.

Ordres du Jour

Les ordres du jour que nous avons reçu de nos organisations relativement à l'acquiescement de l'assassin de Jaurès et aux manifestations pour le Premier Mai sont en tel nombre qu'il nous est impossible de les reproduire ici.

Disons seulement qu'ils reflètent tous le même sentiment. Une indignation profonde contre le verdict monstrueux des douze jurés de la Seine et un désir ardent pour un chômage complet dans les établissements industriels de l'Etat à l'occasion du 1^{er} Mai.

**

Des renseignements qui nous sont parvenus d'un peu partout à l'heure actuelle, il résulte que le chômage a été général au 1^{er} Mai dans les établissements de l'Etat, dont les ouvriers se sont joints, comme ils le devaient, à leurs camarades de l'industrie privée pour prendre part aux manifestations organisées par les Bourses du Travail.

A lire et faire connaître

Quand un chercheur de la Sorbonne et du CHS s'intéresse aux ouvrières et ouvriers des arsenaux...

Nous avons pris connaissance avec grand intérêt du mémoire de Master de **Lucas Marchand**, sous la direction d'Isabelle Lespinet-Moret. Ses préoccupations et ses constats rejoignent les nôtres par plusieurs points : notre propre ouvrage sur la Grande Guerre accorde en effet une bonne place aux discriminations et au traitement brutal des munitionnettes et des étrangers après le 11 novembre 1918. Ouvrage accessible en ligne :

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02943120/document>

Dans l'attente d'une rencontre ?



École d'Histoire de la Sorbonne
Centre d'Histoire Sociale des Mondes contemporains
Année 2019/2020

**« Nous sommes maintenant une force et nous avons le devoir
d'élever la voix » :**

**Les mouvements sociaux des femmes démobilisées et l'exclusion des travailleurs
coloniaux à la fin de la Première Guerre Mondiale**



Mémoire de Master 2
préparé sous la direction d'Isabelle Lespinet-Moret
Session de Juin 2020
Lucas Marchand

1

Les armuriers de l'Etat au temps des révolutions ! Merci à la Ville de Maubeuge et à Jeanine Groniez pour cette belle monographie de la manufacture de Maubeuge, à partir d'un fonds d'archive jusque-là inexploré ; la courte existence de cet établissement de la fin du XVIIIe siècle au début du XIXe permet une saisissante appréhension de la constitution d'une culture ouvrière et de sa capacité à défendre son existence contre tous les orages.

L'ouvrage peut être commandé auprès de la mairie de Maubeuge.



Vie de l'IFHS

Les circonstances rendent bien difficile l'action de l'IFHS-TE-CGT, nous qui aimons les rencontres, les débats collectifs... Beaucoup est de fait reporté. Merci aux instituts qui trouvent encore des **méthodes d'échange collectif**, comme celui du Var, qui organisait le 5 novembre une **conférence téléphonique** associant plusieurs dizaines de camarades à un **débat sur les retraites** - passionnant. L'introduction est encore en ligne sur le site de **l'institut du Var** et sans doute y trouvera-t-on bientôt un compte rendu, avec le prochain numéro de la revue : <https://www.ihscgt-var.org/>

C'est aussi par téléphone que fonctionne le conseil d'administration de l'IFHS-TE. Parmi les décisions : interrompre le moins possible le travail de dépôt et de classement des archives fédérales, conserver les contacts établis avec nos divers partenaires, donner de la lecture aux adhérents (avec ce numéro, on a fait un peu fort, c'est vrai, 23 grosses pages !)...préparer la reprise. Il n'a pas semblé urgent de tenir une AG en « distanciel » ; sauf protestations sur ce point, une AG en « présentiel » sera convoquée dès que raisonnable, début 2021, pour relancer l'activité et réorganiser l'IFHS en conséquence.

Les adhérents ont aussi un rôle important à jouer pour la **préservation et la promotion de la mémoire et de l'histoire des armuriers et des TE** ; avec le déconfinement partiel, les bibliothèques vont rouvrir. Ce serait bien que **chaque adhérent aille présenter l'ouvrage « hommes et femmes... 1914-1919 »** à la **bibliothèque municipale**, ou bien sûr à celle de la **Bourse** quand elle existe, ou encore à d'autres, surtout situées près d'un arsenal, aux **bibliothèques universitaires accessibles...**
Argument : le livre est offert contre une participation aux frais de 15 €, et le sujet commence à intéresser (voir l'article ci-dessus sur le mémoire de master). De même, les **librairies** vont rouvrir : occasion de leur proposer ce même ouvrage aux mêmes conditions, sachant qu'on peut leur faire un dépôt (pendant la durée des mesures COVID, envoyer un mail à un membre du CA).

Encore faut-il ne pas oublier de réadhérer pour 2021 !!!

Adhésions 2021

L'adhésion à l'IFHS-TE donne droit à participer à l'Assemblée Générale Annuelle.

Les chèques, sont à libeller à l'ordre de :

« FNTE - Institut d'Histoire Sociale »

Tout règlement non accompagné du bulletin d'adhésion sera retourné

Tout bulletin d'adhésion doit être obligatoirement accompagné du règlement correspondant, et adressé à :

**Institut Fédéral d'Histoire Sociale – Travailleurs de l'État
FNTE-CGT Case 541, 263 rue de Paris 93515 Montreuil Cedex**



**INSTITUT FEDERAL D'HISTOIRE
SOCIALE-TRAVAILLEURS DE L'ETAT**

BULLETIN D'ADHESION 2021 Collectif
(Syndicats, associations,)

L'ORGANISATION :ADHERE A L'IFHS-TE-CGT

ADRESSE :

.....

VILLE :

..... CODE POSTAL :

Déjà adhérente en 2019 ? : OUI NON rayez la mention inutile

Montant minimum de la cotisation : 30 €

Montant libre de la cotisation : €

Indiquez le montant de votre cotisation supérieur à 30 €

ADRESSE E-MAIL (obligatoire pour recevoir *Hier et Demain* et les informations) :

.....

Comme l'adhérent attentif l'aura remarqué, l'adhésion couplée avec l'IHS, dont l'abonnement à sa revue, n'est pas proposé pour 2021. Nous avons eu des retours qui montrent que le bulletin de l'IHS n'arrive pas toujours aux adhérents. En attendant d'y voir plus clair, que ceux qui ne l'ont pas eu se signalent pour que nous fassions le nécessaire. Nous rétablirons bien entendu cette proposition dès que nous pourrons en garantir le bon fonctionnement.



**INSTITUT FEDERAL D'HISTOIRE
SOCIALE-TRAVAILLEURS DE L'ETAT**

BULLETIN D'ADHESION 2021

individuel

J'adhère à l'IFHS-TE-CGT

NOM : PRENOM :

ADRESSE :
.....

VILLE : CODE POSTAL :

Déjà adhérent en 2020 ? : OUI NON rayez la mention inutile

Montant minimum de ma cotisation : 15 €

Montant libre de ma cotisation :€

Indiquez le montant de votre cotisation supérieur à 15 €



ADRESSE E-MAIL (obligatoire pour recevoir les informations) :

.....